



Mémoire déposé sur le projet de loi 1:
Enjeux pour la protection des droits
fondamentaux et impacts pour les
personnes en situation de handicap.

Julie Montreuil, codirectrice, Carrefour familial des personnes handicapées
21-11-2025



Mission : Le Carrefour familial des personnes handicapées est un organisme d'aide et d'entraide autogéré pour les personnes handicapées et leurs proches, ancré dans la communauté depuis 1949. L'organisme préconise l'auto-détermination des personnes dans leur totalité et soutient la défense de droits individuels et collectifs.

Buts:

- Favoriser l'autonomisation des personnes
 - Prioriser l'éducation populaire
 - Améliorer les conditions de vie des individus et de leurs proches
 - Soutenir la défense et l'exercice des droits des personnes handicapées
 - Amasser de l'argent ou d'autres biens par voie de souscription, de collectes de fonds et d'activités de financement dans le but d'atteindre les objectifs de l'association
-

Mémoire sur le projet de loi 1 : enjeux pour la protection des droits fondamentaux et impacts pour les personnes en situation de handicap

Introduction

Le projet de loi 1 visant l'adoption d'une loi sur la Constitution du Québec soulève des enjeux importants en matière de protection des droits fondamentaux et de fonctionnement des contre-pouvoirs démocratiques. L'intégration de la Charte des droits et libertés de la personne dans une Constitution à vocation identitaire, combinée à l'interdiction faite aux organismes financés par l'État de contester cette Constitution devant les tribunaux, appelle une réflexion rigoureuse. Pour les personnes en situation de handicap, un groupe déjà fortement touché par les violations de droits, les répercussions pourraient être significatives.

1. La transformation du statut et de la fonction de la Charte québécoise

La Charte québécoise de 1975 occupe actuellement un statut quasi constitutionnel reconnu par la jurisprudence. La Cour suprême du Canada a affirmé que la Charte possède une « valeur normative fondamentale ».

1.1. La Charte comme bouclier de protection individuelle

Dans *R. c. Oakes* (1986), la Cour suprême rappelle que : « Les droits et libertés garantis par la Constitution sont destinés à protéger les individus contre les abus de l'État. » En intégrant la Charte dans une loi constitutionnelle orientée vers l'affirmation identitaire, le projet de loi 1 en modifie le contexte d'interprétation.

2. L'interdiction faite aux organismes financés par l'État de contester la Constitution

Le projet de loi 1 interdit aux organismes financés majoritairement par l'État de contester la validité de la Constitution du Québec.

2.1. Un recul par rapport à l'accès à la justice

L'accès aux tribunaux est une condition essentielle au fonctionnement de l'État de droit. Cette restriction limite la capacité des acteurs communautaires de jouer pleinement leur rôle dans le contrôle judiciaire.

2.2. Le rôle reconnu des organismes dans la protection des droits

Dans *Downtown Eastside Sex Workers* (2012), la Cour suprême indique que les groupes de défense jouent un rôle « indispensable » lorsque les individus sont en situation de vulnérabilité.

3. Exemple concret : les avancées en matière d'accessibilité

Des progrès significatifs en accessibilité ont été obtenus grâce à des recours stratégiques impliquant des organismes, comme dans *Québec (Commission des droits de la personne) c. Montréal (Ville)* (2000). Le projet de loi 1 aurait pu empêcher l'introduction de tels recours.

4. Enjeux pour les personnes en situation de handicap

Les personnes en situation de handicap demeurent, année après année, le groupe le plus visé par les plaintes à la CDPDJ.

4.1. Données sur les plaintes

Entre 2017 et 2024 : 37,6 % des dossiers ont été ouverts pour un motif lié au handicap.

Entre 2010 et 2024 : en moyenne il y a eu 35,8 % de dossiers par année.

2024-2025 : il y a eu 47% des dossiers d'enquête ouverts pour le motif lié au handicap

4.2. Vulnérabilité accrue en cas de restriction des recours

La Cour d'appel a rappelé dans *Alliance du personnel professionnel* (2018) que la protection des droits dépend de mécanismes effectifs permettant de les faire respecter.

5. Considération démocratique fondamentale : une Constitution exige des consultations

L'adoption d'une Constitution constitue un moment fondateur d'un État. Or, contrairement aux pratiques constitutionnelles reconnues — au Québec, au Canada et à l'international — le projet de loi 1 a été élaboré *sans aucune consultation citoyenne, politique, communautaire ou experte*. Cette absence de dialogue démocratique est particulièrement préoccupante.

La rédaction préalable d'un texte constitutionnel suivie, éventuellement, d'une consultation publique limitée, apparaît largement insuffisante dans ce contexte. Une Constitution ne peut être considérée légitime si elle est élaborée dans un cadre partisan ou sans participation directe de la population. Historiquement et juridiquement, la légitimité d'une Constitution repose sur :

- une délibération publique réelle ;
- la participation de multiples acteurs sociaux ;
- l'expression explicite de la volonté populaire ;
- un processus transparent et non partisan.

En l'absence de telles garanties, la Constitution risque d'être perçue comme un instrument politique plutôt qu'un cadre juridique reflétant l'ensemble de la société québécoise.

Conclusion

Le projet de loi 1 modifie de façon significative l'architecture juridique québécoise. L'intégration de la Charte dans une Constitution nationale risque de transformer son rôle protecteur, tandis que l'interdiction faite aux organismes financés par l'État d'en contester la validité, limite l'accès au contrôle judiciaire. L'absence totale de consultations citoyennes ou politiques affaiblit davantage la légitimité du processus. Pour les personnes en situation de handicap, la situation est particulièrement préoccupante.

On peut difficilement éviter la conclusion que la Coalition Avenir Québec, à travers le projet de loi 1, démontre une compréhension limitée de ce qu'est la discrimination systémique. En restreignant les contre-pouvoirs, en excluant les populations concernées du processus constitutionnel, et en donnant priorité à un projet politique plutôt qu'à la protection des droits, le gouvernement illustre précisément ce qu'il refuse de reconnaître : que la discrimination systémique existe et qu'elle est souvent entretenue par des décisions institutionnelles prises sans dialogue.

Julie Montreuil, codirectrice, Carrefour familial des personnes handicapées

Bibliographie

Législation

Charte des droits et libertés de la personne, RLRQ c C-12.

Projet de loi no 1, Loi sur la Constitution du Québec, 1re sess, 43e lég, Québec, 2024.

Jurisprudence

Cour suprême du Canada

R. c. Oakes, [1986] 1 RCS 103.

Québec (Commission des droits de la personne) c. Communauté urbaine de Montréal, 2004 CSC 30, [2004] 1 RCS 789.

Colombie-Britannique c. Christie, 2007 CSC 21, [2007] 1 RCS 873.

Canada (Procureur général) c. Downtown Eastside Sex Workers United Against Violence Society, 2012 CSC 45, [2012] 2 RCS 524.

Tribunaux québécois

Québec (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse) c. Montréal (Ville), 2000 CanLII 28619 (QC TDP).

Québec (Procureur général) c. Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux, 2018 QCCA 1089 (CanLII).

Documents de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ)

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Rapport annuel 2024-2025. Québec : CDPDJ, 2025.

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Étude sur les obstacles à l'emploi des personnes handicapées (2010-2024). Québec : CDPDJ, 2025.

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Statistiques sur les dossiers d'enquête ouverts (2017-2024). Québec : CDPDJ.

Tremblay, Guy. « L'accès à la justice et le rôle des organismes communautaires », Revue juridique Thémis, vol. 53, 2019.